

IGLOOS

SCIENCE ET SERVICE

N° 43
Novembre
Décembre
1968
le n° 2 F

De La Campa, 12 et 13 décembre 1968.

Il gèle, le sol est dur et le froid a absorbé les mauvaises odeurs habituelles de ce lieu. Un petit vent glacé court entre les baraques.

C'est le moment choisi par la Préfecture de la Seine pour nettoyer une fois encore le bidonville. Pour le nettoyer ? Pour le rétrécir surtout, car depuis des mois et des années, on resserre et enserre toujours plus les familles, on « nettoie » pour mieux regrouper, aligner, entasser, enclôturer...

Pour certains, le bidonville ce ne sont pas des hommes, des femmes et des enfants à accueillir, à rassurer, à aimer enfin ; il demeure avant tout un désordre qui gêne ceux qui n'y vivent pas et qui doit disparaître à tout prix.

Il faut croire que c'est dans cet esprit que l'on nettoie La Campa avant Noël. Le Noël des autres, car ce n'est sûrement pas pour le Noël de ces enfants nomades, aux visages immobiles et inquiets, ces enfants qui, ce matin, sont étrangement tranquilles. Comme leurs parents, ils suivent des yeux le bulldozer. Que vient-il détruire aujourd'hui ?

Il avait été convenu qu'on enlèverait les vieilles carcasses de voitures cassées, que l'on organiserait un petit parking sur un terrain avoisinant pour celles qui roulaient encore. Ainsi l'ambulance et les pompiers, s'ils venaient, ne trouveraient pas leur chemin encombré.

Mais ce qui s'est passé est tout autre chose. On enlève les carcasses, puis l'on s'attaque aux voitures plus valides. Ce ne sont pas les propriétaires, c'est le conseiller social de la Préfecture ou encore le brigadier qui décide si elles peuvent encore rouler. Si oui, elles sont transférées pêle-mêle au bord de la route : ce n'est pas le parking promis, c'est bientôt comme un cimetière de vieilles voitures, habile celui qui en extraira la sienne. Si les représentants de l'ordre décident que « ça ne roule plus », le véhicule est cassé. Un propriétaire proteste timidement, puis il regarde en silence. « Sûr qu'elle était vieille, mais ça pouvait quand même servir... »

Le conseiller social inspecte maintenant les roulottes. Certaines sont inhabitées. Elles servent parfois de débarras, de réserve, elles sont, si pauvres soient-elles, la propriété de quelqu'un. Là encore, ce sont les services préfectoraux qui décident si elles sont valides ou non valides, elles iront rejoindre les voitures

au bord de la route. Jugées délabrées, le bulldozer s'en emparera.

Mais comment donc juger ce qui garde de la valeur dans le bidonville ? Celui qui n'y habite pas, ne peut pas le savoir. Et depuis quand donc, peut-on, en France, détruire ainsi impunément la propriété d'autrui ?

« Ils pourraient les revendre à d'autres familles, alors jamais on n'arrivera à réduire le bidonville. »

« Mais n'ont-ils donc pas le droit de vendre ce qui leur appartient ? Si une autre famille vient s'installer ici, c'est elle qui sera en fraude, non pas le vendeur. Punirait-on d'avance des hommes pour un méfait que d'autres pourraient commettre ? »

« Moi, j'ai mes instructions. Il faut empêcher que d'autres familles viennent. Et de toute manière, ils vivent comme des cochons. »

Ce n'est pas tout. Pour réduire le bidonville, on s'en prend encore aux « garages », puis bientôt aux petits apprentis.

« Mais pourquoi donc ? »

« Nous ne voulons plus ici de trafic, il faut empêcher que d'autres viennent. »

« Mais ces apprentis, ils y gardent leur bois, ils y font la cuisine ; et cela forme une petite cour où peuvent jouer les enfants... »

« Il leur restera bien assez de place. Et voyez chez les X., ils ont un apprenti où ils gardent deux bicyclettes rouillées. Ils n'ont pas besoin de ça. »

Mme Medziani sort de sa baraque, sans bas, les pieds nus dans ses sandales, une petite veste en lamé comme seule protection contre le froid.

« Voyez ce qu'ils m'ont fait. Ils ont tout détruit. Ce n'était pourtant pas un garage. Je lui dis, au monsieur, venez regarder, ce n'est pas un garage, j'y fais la cuisine, et mon garçon, il joue là. Il n'a pas voulu regarder et il a tout cassé. »

Elle pleure tout à coup : « Mon petit garçon, il a eu peur, il a tremblé tout le temps. Et ils m'ont cassé la cheminée, toute la nuit nous avons eu froid. »

Les apprentis et les baraques font un tout. Ils tiennent debout ensemble par un peu de bois un bout de papier goudronné. Chacun a construit comme il a pu, avec le peu de matériel disparate qu'il trouvait. L'ingéniosité, le désir de donner un toit à la femme et aux enfants ont fait que c'est devenu une maison quand même. Mais une maison où tout s'ébranle quand on touche à une seule planche. Quand les C.R.S. cassent l'apprenti, c'est le toit tout entier qui craque et s'effondre.

Dans l'après-midi on vient nous dire qu'à force de détruire des baraques vides, on a abîmé plusieurs murs de baraques habitées. M. W. nous mène auprès de deux familles arabes. M. D. a les mains pleines de ciment. Il vient de boucher une longue fente qui traverse l'un des murs en parpaing de l'unique pièce. (Ne nous avait-on pas dit, ce jour même, en détruisant des pièces qu'« ils leur reste toujours assez de place... » ?) Le lit conjugal est placé sur des caisses à 50 cm du sol. La fente était juste au-dessus du lit, on n'aurait pu y passer la nuit.

Chez Mme Y., il y a deux pièces minuscules. Dans l'une d'elles, son mari a fait un placard pour les vêtements. En démolissant la baraque d'à côté, les C.R.S. y ont fait un énorme trou, les vêtements se trouvèrent au grand air. Un bout de contreplaqué et trois grands clous, c'est tout ce qu'on peut faire pour l'instant. Combien de patience, d'ingéniosité et d'amour a-t-il fallu pour faire ce placard ? « C'est mon mari qui l'avait fait » répète Mme Y. pour la quatrième fois. « Voyez-vous, c'était beau. »

Il y a un lit d'enfant dans la chambre. Deux yeux noirs nous regardent, inquiets. Au-dessus du lit le mur a aussi été réparé.

« Et ça, est-ce aussi d'aujourd'hui ? »

« Oh, non ! c'était un autre jour, les C.R.S. ont tapé dedans ; ce n'est pas aujourd'hui ça. »

M. W. nous mène aussi chez lui. Deux apprentis avaient flanqué sa baraque. Dans les deux on a donné des coups de hache, ils se sont plus ou moins effondré et le toit qui couvrait l'ensemble penche d'une manière incongrue.

« Quand ils ont vu que tout le toit tombait, ils se sont arrêtés. Ils sont venus ce matin sans m'avertir. Nous avons entendu le bruit. Ma femme est sortie. Le brigadier lui a dit : « Toi rentre à la maison, garde tes gosses et ferme ta g... » Je suis sorti et il m'a dit : « Ferme ta g... ». »

M. W. dit encore : « Il disait que j'avais de la marchandise là-dedans, que je faisais un commerce. Moi, je n'avais là que du bois. J'ai dit : « Venez regarder, cherchez dans toute la baraque. » Ils ont cherché dans les lits des enfants, ils n'ont rien trouvé. Ils ont quand même cassé la maison. Je vous dis, c'est la misère chez nous, ça c'est la vraie misère. »

Quand nous rentrons de chez M. W. M. Medziani est accroupi à côté de sa baraque, entouré de bouts de planches, le marteau à la main. Sa femme lui tend des clous. « Il faut bien, me dit-il, je refais la clôture, comme ça on ne volera pas mon bois, et les gosses pourront jouer. » Il sourit. Sa femme demeure inquiète : « Nous avons eu froid toute la nuit, me

dit-elle, mon gosse, il a eu peur, il pleure encore. »

Chez les nomades aussi, on demeure inquiet. Toutes les familles arrivées depuis l'été et installées en dehors de la clôture, sont menacées d'expulsion. Ainsi deux familles qui ont arrêté leur roulotte au bord du canal. Le conseiller social leur a dit qu'elles se trouvaient là sur la voie publique, qu'elles seraient expulsées.

« Pouvons-nous entrer au bidonville, à côté des autres familles ? »

« Ah ça, non, le bidonville doit disparaître ; interdit d'y entrer. »

« Mais alors, où irons-nous ? »

« Où vous voudrez. Retournez donc d'où vous êtes venus. »

« Nous venons de Dijon. »

« Alors, retournez à Dijon. »

« Mais là aussi nous avons été expulsés... »

« Ah ! et puis je ne sais pas ! moi j'ai mes ordres. Puisque vous êtes des Gitans, vous n'avez qu'à retourner sur la route. »

Plus tard, un des hommes nous dira : « Ils veulent pourtant que les enfants aillent à l'école... »

Le lendemain, les deux familles auront disparu.

Que dire encore, à vous, mes amis, que vous n'ayiez compris.

Père JOSEPH.

Que vous die encore
à tous mes amis ?

Est-ce possible de croire
pour nous même
à une année heureuse ?

Si le droit des gens
est ainsi bafoué...

Si leur sécurité familiale
est détruite en plein hiver

Si leur bien et leur sort
sont réglés sans eux....

Si leur honneur
est déprécié de la sorte

Que puis-je vous dire ?

Simplement que notre année
devra être bonne et juste

parce que nous aimerons
éviter pour ne pas ce déshonneur-là

Pier Joseph

AIDE A TOUTE DÉTRESSE

122, avenue du Général-Leclerc (RN 14)

95 - PIERRELAYE (Tél. : 464-11-11)

Compte chèque postal : 13.551-80 PARIS